



Les grands constats du *Portrait statistique des institutions muséales reconnues et soutenues, de 1999-2000 à 2007-2008*

Ce numéro de *SURVOL* présente les principaux constats du *Portrait statistique des institutions muséales reconnues et soutenues* par le programme *Aide au fonctionnement pour les institutions muséales reconnues* (PAFIM) du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF), de 1999-2000 à 2007-2008. L'objectif de ce portrait statistique est de présenter les principales données quantitatives des revenus et dépenses de fonctionnement ainsi que celles concernant le bénévolat et la fréquentation relatifs à ces institutions muséales. Le portrait statistique est produit dans le cadre des travaux d'évaluation du PAFIM réalisés par la Direction de la recherche et de l'évaluation de programmes.

Les régions administratives

1 Bas-Saint-Laurent	10 Nord-du-Québec
2 Saguenay-Lac-Saint-Jean	11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
3 Capitale-Nationale	12 Chaudière-Appalaches
4 Mauricie	13 Laval
5 Estrie	14 Lanaudière
6 Montréal	15 Laurentides
7 Outaouais	16 Montérégie
8 Abitibi-Témiscamingue	17 Centre-du-Québec
9 Côte-Nord	

Dans ce numéro :

Comment évolue la contribution financière des différents partenaires ?

Quelle est la variation des dépenses de fonctionnement ?

Quelle est la tendance de la fréquentation ?

Les catégories d'institutions muséales

La Société des musées québécois (SMQ) définit les institutions muséales comme des lieux d'éducation et de diffusion de l'art, de l'histoire ou des sciences. Les institutions muséales sont réparties en trois grandes catégories : les musées, les lieux d'interprétation et les centres d'exposition. Le système de classification des activités de la culture et des communications du Québec 2004, créé par l'Observatoire de la culture et des communications du Québec, les définit ainsi :

« Musées. Ce groupe comprend les établissements à but non lucratif dont l'activité principale consiste à faire des recherches, acquérir, conserver et gérer une collection, tout en exerçant les fonctions de mise en valeur, d'éducation et de diffusion par la présentation d'expositions ouvertes au public, l'organisation d'activités éducatives et culturelles ou la production de publications.¹ »

« Lieux d'interprétation. Ce groupe comprend les établissements permanents à but non lucratif dont l'activité principale consiste à exercer des fonctions de recherche, d'éducation et d'action culturelle et à faire la diffusion et la mise en valeur d'une thématique particulière liée à l'histoire, aux sciences, aux techniques et aux modes de vie, par la présentation d'expositions ouvertes au public, l'organisation d'activités éducatives et culturelles ou la production de publications. Certains acquièrent, conservent et gèrent une collection liée à la thématique développée. Sont inclus les économusées® à but non lucratif². »

« Centres d'exposition. Ce groupe comprend les établissements permanents à but non lucratif dont l'activité principale consiste à exercer des fonctions de recherche, d'éducation et d'action culturelle, tout en exerçant des fonctions de diffusion et de mise en valeur par la présentation d'expositions temporaires et l'organisation d'activités éducatives et culturelles portant principalement sur l'art. Généralement, ces établissements ne possèdent pas de collections permanentes. Certains établissements ont également comme mandat de présenter des expositions en histoire et en sciences. Exclusions : maisons de la culture, centres culturels et bibliothèques qui ont une salle d'exposition³. »

1 OBSERVATOIRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DU QUÉBEC, *Système de classification des activités de la culture et des communications du Québec 2004*, Québec, novembre 2003, p. 40.

2 OBSERVATOIRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DU QUÉBEC, *Système de classification des activités de la culture et des communications du Québec 2004*, Québec, novembre 2003, p. 41.

3 OBSERVATOIRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DU QUÉBEC, *Système de classification des activités de la culture et des communications du Québec 2004*, Québec, novembre 2003, p. 42-43.

Depuis 2003–2004, le PAFIM soutient 120 institutions muséales

En effet, l'ensemble des 120 institutions muséales reconnues et soutenues par le PAFIM est composé de 38 musées, 62 lieux d'interprétation

et 20 centres d'exposition⁴ présents dans 15 régions administratives.

Tableau 1 : La répartition des 120 institutions muséales reconnues et soutenues par le PAFIM selon la typologie des régions administratives du Québec, 2007-2008

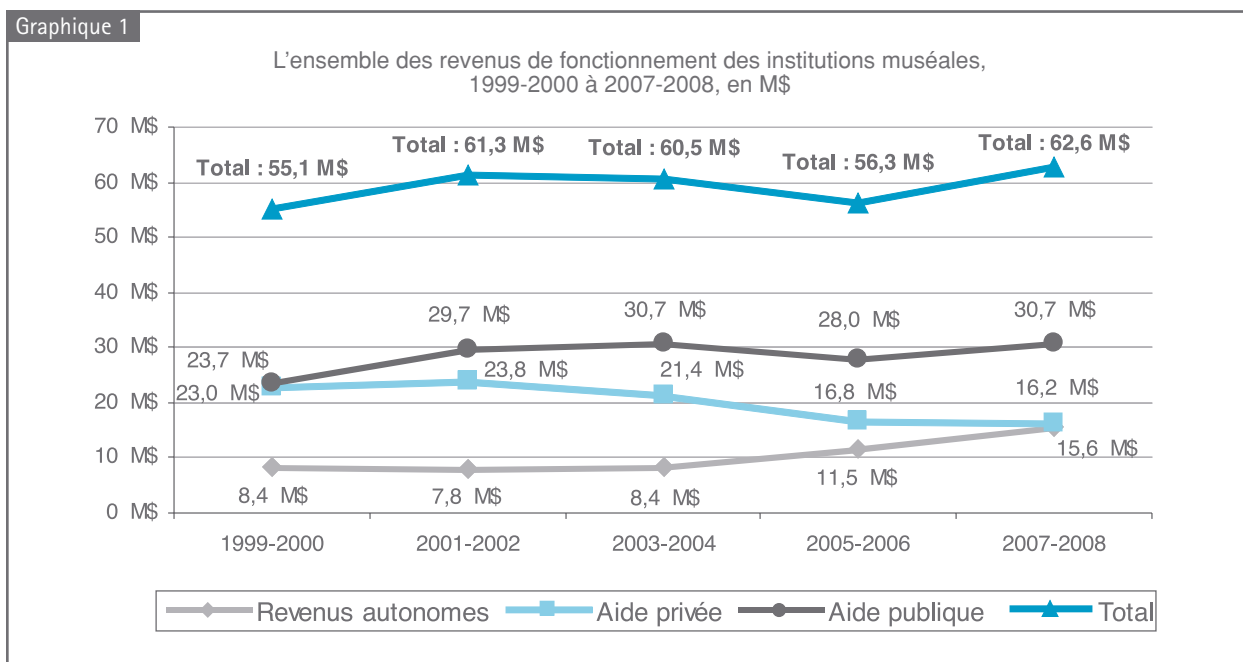
Types de régions	Nom et numéro des régions administratives	Nombre de régions administratives	Nombre d'institutions muséales			
			M ⁵	LI	CE	T
Régions centrales (concentration de la création-production-diffusion ou appareil d'État)	Capitale-Nationale (03) Montréal (06)	2	10	18	2	30
Régions périphériques (à proximité des grands centres et sans infrastructures culturelles complètes)	Chaudière-Appalaches (12) Lanaudière (14) Laurentides (15) Montérégie (16)	4	8	7	4	19
Régions intermédiaires (situées entre deux pôles urbains d'importance et disposant de ressources et d'infrastructures variées)	Mauricie (04) Estrie (05) Outaouais (07) Centre-du-Québec (17)	4	9	15	5	29
Régions éloignées (excentriques aux grands centres urbains et disposant de ressources et d'infrastructures variées)	Bas-Saint-Laurent (01) Saguenay–Lac-Saint-Jean (02) Abitibi-Témiscamingue (08) Côte-Nord (09) Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (11)	5	11	22	9	42
Total		15	38	62	20	120

⁴ Le PAFIM soutenait financièrement 123 institutions muséales accréditées en 1999–2000 comparativement à 120 en 2007–2008. En effet, au cours de cette période, un lieu d'interprétation et un centre d'exposition ont cessé d'être soutenus financièrement pour leur fonctionnement alors que quatre lieux d'interprétation ont fusionné en deux organismes pour recevoir l'aide financière du programme. L'une de ces institutions muséales est située dans une région centrale (03–06) alors que les quatre autres sont établies dans une région éloignée (01–02–08–09–11). Un lieu d'interprétation reconnu de la Chaudière-Appalaches reçoit de l'aide du PAFIM depuis 2006–2007. Le PAFIM ne soutient pas les quatre musées régis par des lois spécifiques. Voir l'encart intitulé *L'étendue et les limites du rapport*.

Les revenus de fonctionnement⁶ augmentent

• Les revenus de fonctionnement de 55,1 M\$ en 1999-2000 passent à 62,6 M\$ en 2007-2008, soit une croissance de 13,6%. Au cours de la période étudiée, les revenus autonomes et l'aide publique

connaissent une croissance respective de 84,9% et de 29,8% qui compense la diminution de 29,3% des revenus provenant de l'aide privée⁷.



En 2007-2008, les revenus issus de l'aide publique représentent 49,1% et ceux provenant des revenus autonomes se situent à 25% de l'ensemble des revenus de fonctionnement des institutions muséales. Par contre, les centres d'exposition connaissent peu de variation de leurs revenus autonomes de 1999-2000 à 2007-2008. Cette stagnation pourrait être

attribuable en partie à la diminution de 41,3% de la fréquentation qui passe de 410 764 personnes en 1999-2000 à 240 978 personnes en 2007-2008. Seuls les lieux d'interprétation connaissent une hausse, de 36,7%, de leurs revenus d'aide privée, ceux-ci passant de 957 052 \$ à 1 308 479 \$ au cours de la période étudiée.

6 Les revenus de fonctionnement sont composés des revenus autonomes, des revenus publics et parapublics et des revenus privés. L'appellation « revenus de fonctionnement » fait référence à celle utilisée par l'Observatoire de la culture et des communications du Québec dans l'*État des lieux du patrimoine des institutions muséales et des archives*.

7 En raison de l'arrondissement de certaines données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Tableau 2 : Les types de revenus de fonctionnement des institutions muséales, 1999-2000 à 2007-2008

Types de revenus de fonctionnement	1999-2000		2007-2008	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
Autonomes	8,4 M\$	15,2 %	15,6 M\$	25,0 %
Aide privée	23,0 M\$	41,8 %	16,2 M\$	25,9 %
Aide publique	23,7 M\$	43,0 %	30,7 M\$	49,0 %
Total	55,1 M\$	100 %	62,6 M\$	100 %

En raison de l'arrondissement de certaines données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

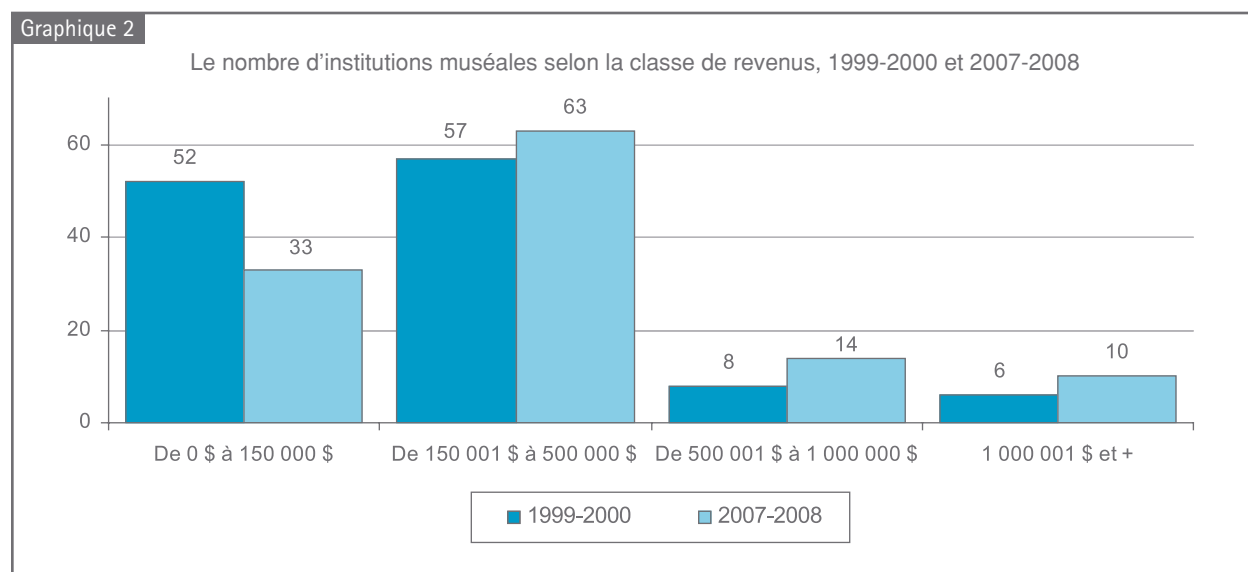
Tableau 3 : L'évolution des revenus de fonctionnement selon la catégorie d'institutions muséales de 1999-2000 à 2007-2008

Revenus de fonctionnement	Revenus autonomes	Aide privée	Aide publique
Ensemble	↑	↓	↑
Musées	↑	↓	↑
Lieux d'interprétation	↑	↑	↑
Centres d'exposition	—	↓	↑

Plus de la moitié des institutions muséales est concentrée dans la même classe de revenus de fonctionnement

- En 2007-2008, 63 institutions muséales sur 120 appartiennent à la classe de revenus de fonctionnement de 150 001 \$ à 500 000 \$.

Seulement 24 institutions muséales ont des revenus de fonctionnement supérieurs à 500 001 \$.



Le PAFIM est la plus importante source de revenus publics et parapublics⁸

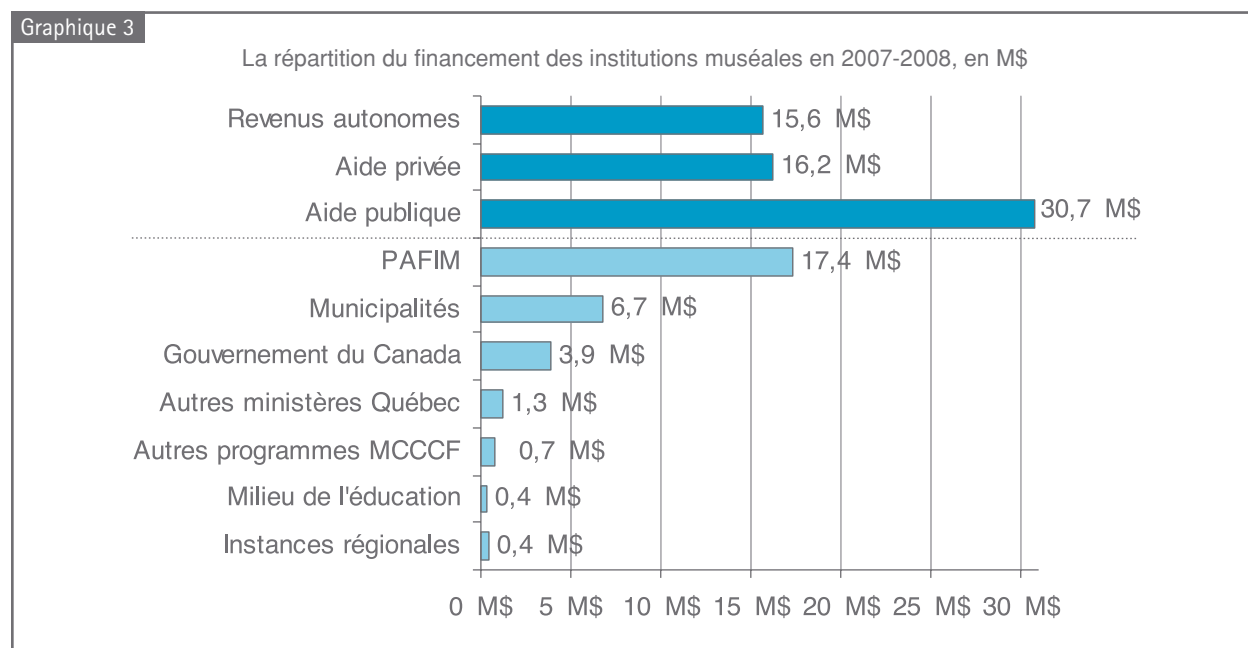
- En 2007-2008, l'aide financière du PAFIM représente 56,7% des revenus provenant des secteurs publics et parapublics de l'ensemble des institutions muséales.

Par ailleurs, selon la catégorie d'institutions muséales, l'aide financière du PAFIM représente 56% des revenus publics et parapublics des musées, 24,8% de ceux des lieux d'interprétation et finalement, 19,2% de ceux des centres d'exposition.

Depuis 1999-2000, l'aide financière du PAFIM diminue dans les centres d'exposition (3,7%) alors qu'elle augmente de 48,3% dans les musées et de 54,6% dans les lieux d'inter-

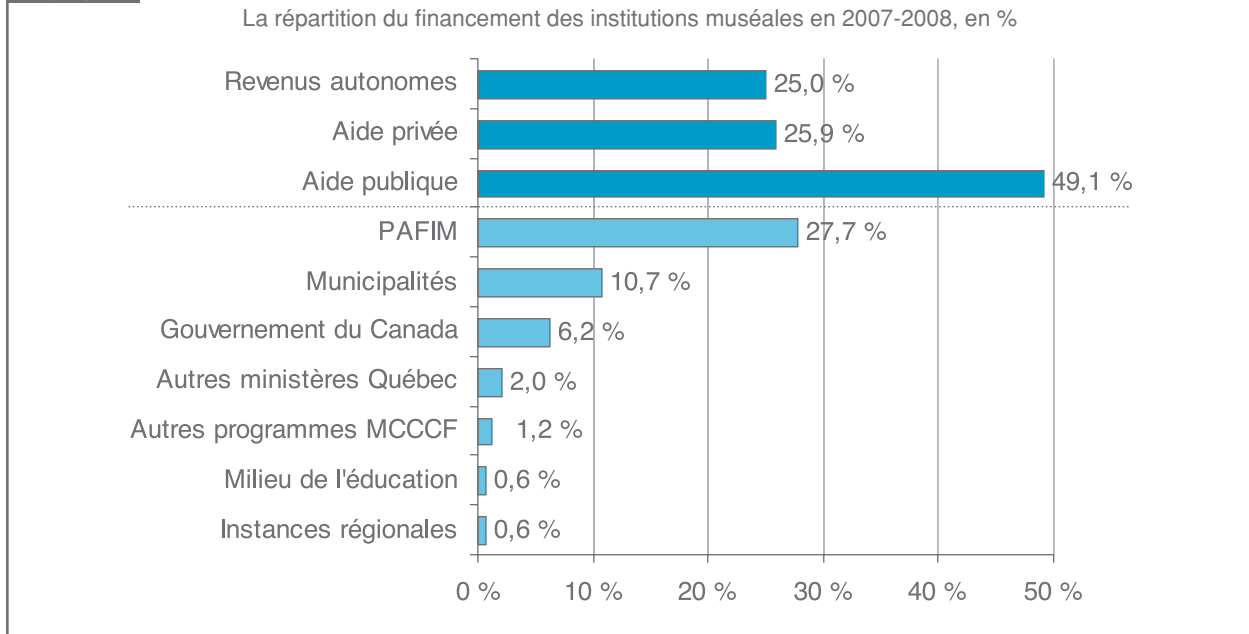
prétation. Cela s'explique par la décroissance du nombre de lieux d'interprétation (de 65 à 62) et de centres d'exposition (de 22 à 20) ainsi que par la croissance du nombre des musées (de 36 à 38) au cours de la période étudiée.

Finalement, le PAFIM représente 27,7% des revenus de fonctionnement de l'ensemble des institutions muséales reconnues et soutenues financièrement par le MCCCCF en 2007-2008. Ce pourcentage varie selon la catégorie d'institutions muséales. Il est de 38,8% pour les 20 centres d'exposition, de 28,2% pour les 62 lieux d'interprétation et finalement de 25,8% dans le cas des 38 musées.



⁸ Les revenus publics et parapublics comprennent les subventions en argent et les services comptabilisés provenant des municipalités et des municipalités régionales de comté (MRC), du gouvernement du Québec (MCCCCF et autres ministères et organismes), du gouvernement du Canada (Patrimoine canadien et autres ministères et organismes), des établissements d'enseignement (écoles primaires et secondaires, commissions scolaires, cégeps) et d'autres instances publiques et parapublics (conférence régionale des élus (CRE)).

Graphique 4



L'aide financière du PAFIM aux institutions muséales est à la hausse dans tous les types de régions administratives et plus particulièrement

dans les régions intermédiaires (117%) et les régions périphériques (46,3%).

Tableau 4 : L'évolution des revenus publics et parapublics des institutions muséales selon le type de région administrative de 1999-2000 à 2007-2008

Revenus publics et parapublics	Gouvernement du Québec	PAFIM	Gouvernement du Canada	Municipal	Scolaire
Ensemble	↑	↑	↑	↑	↓
Centrales	↑	↑	↑	↓	↓
Périphériques	↑	↑	↑	↑	↓
Intermédiaires	↑	↑	↑	↑	↑
Éloignées	↑	↑	↑	↑	↓

Après avoir connu une baisse en 2005-2006, les revenus publics provenant du monde municipal croissent pour atteindre 6,7 M\$ en 2007-2008

- Ainsi, depuis 1999-2000, la contribution municipale à l'ensemble des institutions muséales s'est accrue de 15,1%, passant de 5,8 M\$ à 6,7 M\$. Il s'agit d'une contribution en argent et en services comptabilisés.

Elle ne comprend pas les exemptions de taxes accordées par les municipalités aux institutions muséales.

Depuis 1999-2000, la contribution municipale est stable (1,4%) dans les musées alors qu'elle augmente de 27,6% dans les lieux d'interprétation et de 23,2% dans les centres d'exposition. Les revenus provenant du monde municipal représentent la deuxième plus importante source des revenus publics et parapublics pour l'ensemble des institutions muséales après le PAFIM.

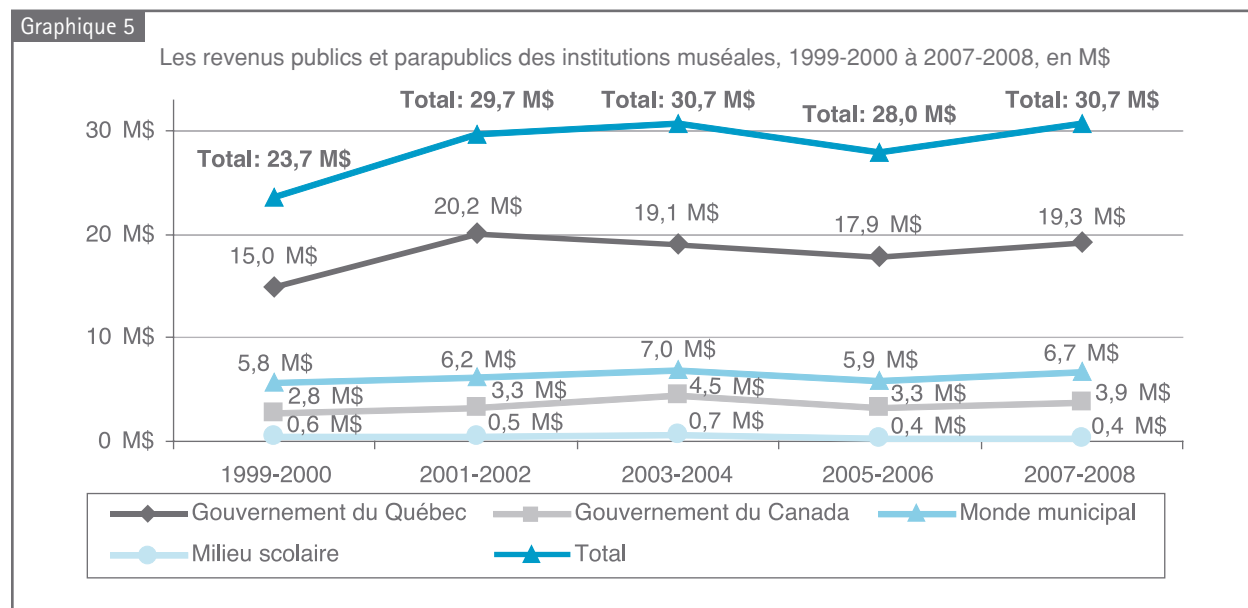
La contribution municipale est en baisse dans les institutions muséales des régions centrales (28,2%) alors qu'elle s'accroît dans les institutions muséales situées dans les régions périphériques (75,9%), éloignées (32,9%) et intermédiaires (18,1%).

Les revenus parapublics issus du milieu scolaire décroissent

- Depuis 1999-2000, l'ensemble des musées et des centres d'exposition⁹ connaît une diminution de 64,2% de ses revenus parapublics issus du monde scolaire.

Cette diminution représente 25,7% pour les musées et 57,4% pour les centres d'exposition.

En 2007-2008, la contribution la plus importante du milieu scolaire aux musées et aux centres d'exposition se situe dans les régions intermédiaires puisqu'elle représente 2,2% de leurs revenus de fonctionnement alors qu'elle n'existe plus dans les musées et centres d'exposition des régions périphériques.



9 Les données sur les lieux d'interprétation ne sont pas disponibles pour la période étudiée.

L'ensemble des dépenses¹⁰ de fonctionnement augmente

- Les dépenses de fonctionnement de 55,6 M\$ en 1999-2000 passent à 62,4 M\$ en 2007-2008, soit une augmentation de 12,3 %.

Entre 1999-2000 et 2007-2008, les dépenses liées à l'administration générale¹¹ et aux frais

de propriété¹² connaissent une croissance respective de 8,8 % et de 12,4 % pour l'ensemble des institutions muséales. Cependant, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation diminuent respectivement leurs dépenses liées aux frais de propriété de 30,4 % et de 29,1 %

Tableau 5 : Les types de dépenses de fonctionnement des institutions muséales, 1999-2000 à 2007-2008

Types de dépenses de fonctionnement	1999-2000		2007-2008	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
Soutien administratif	8,1 M\$	14,6 %	8,4 M\$	13,5 %
Frais de propriété	10,0 M\$	17,9 %	11,2 M\$	18,0 %
Activités muséologiques	11,6 M\$	20,8 %	14,6 M\$	23,3 %
Administration générale	25,9 M\$	46,7 %	28,2 M\$	45,2 %
Total	55,6 M\$	100 %	62,4 M\$	100 %

En raison de l'arrondissement de certaines données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Les frais de propriété augmentent dans les institutions muséales des régions centrales (5,2 %) éloignées (17,7 %) et intermédiaires (63,2 %) alors qu'ils diminuent au sein des institutions muséales des régions périphériques (13,3 %). Cette augmentation pourrait être attribuable aux investissements consentis par les institutions muséales et les paliers gouvernementaux

tant pour l'acquisition d'équipements mineurs que pour la réalisation de projets de construction, d'agrandissement ou de rénovation de leurs équipements culturels au cours de la période étudiée. Ainsi, de 1999-2000 à 2007-2008, 71 % des subventions accordées par le programme *Aide aux équipements culturels* du MCCCCF étaient attribués aux institutions muséales situées dans les régions périphériques, intermédiaires et éloignées (29,4 M\$).

10 Les dépenses de fonctionnement comprennent les dépenses d'administration générale, de soutien administratif, d'activités muséologiques et les frais de propriété. L'appellation « dépenses de fonctionnement » fait référence à celle utilisée par l'Observatoire de la culture et des communications du Québec dans l'*État des lieux du patrimoine des institutions muséales et des archives*.

11 Les dépenses d'administration générale se divisent en deux sous-groupes : les dépenses liées à la rémunération et aux avantages sociaux ainsi que les frais connexes. Le premier sous-groupe est celui de la rémunération et des avantages sociaux des personnes de la direction, de l'administration, de la comptabilité, du secrétariat, de la conservation-recherche-documentation, de la diffusion et des expositions, de l'éducation et de l'animation, des activités culturelles et communautaires, des communications, de l'accueil et de la billetterie, du soutien technique, du gardiennage et de l'entretien. Le deuxième sous-groupe est celui des frais connexes tels que les frais de déplacement et de représentation, les frais de formation et de perfectionnement ainsi que les frais reliés au conseil d'administration.

12 Le loyer ou les intérêts d'hypothèque, le chauffage et l'électricité, l'entretien et les réparations du bâtiment, l'entretien ménager et paysager, le déneigement, les systèmes de sécurité et de climatisation, les assurances, les taxes municipales et scolaires et autres constituent les frais de propriété des institutions muséales. Les frais de propriété sont difficiles à évaluer pour plusieurs institutions muséales. Ainsi, les données présentées représentent un ordre de grandeur.

Tableau 6 : L'évolution des dépenses de fonctionnement des institutions muséales selon le type de région administrative de 1999-2000 à 2007-2008

Dépenses de fonctionnement	Soutien administratif	Frais de propriété	Activités muséologiques	Administration générale
Ensemble	↑	↑	↑	↑
Centrales	↓	↑	↓	↑
Périphériques	↑	↓	↑	↑
Intermédiaires	↑	↑	↑	↑
Éloignées	↓	↑	↑	—

Les dépenses liées aux activités muséologiques et à l'administration générale augmentent

- Les dépenses effectuées pour les activités muséologiques passent de 11,6 M\$ en 1999-2000 à 14,6 M\$ en 2007-2008, soit une augmentation de 25,8 %. Elles étaient en décroissance de 2001-2002 à 2005-2006. En ce qui concerne les dépenses liées à l'administration générale¹³, de 25,9 M\$ qu'elles étaient en 1999-2000, elles passent à 28,2 M\$ en 2007-2008, soit une augmentation de 8,8 %.

Au cours de la période étudiée, les dépenses liées au soutien administratif connaissent leur plus forte diminution, soit de 24,9% dans les centres d'exposition. Seuls les musées augmentent de 12,5 % ce type de dépenses de fonctionnement. Ainsi, les institutions muséales établies dans les régions centrales (3,9 %) et éloignées (37,6 %) diminuent leurs dépenses de soutien administratif alors que celles-ci sont à la hausse dans les régions périphériques (160,6 %) et intermédiaires (54,9 %).

Depuis 1999-2000, les lieux d'interprétation augmentent de 252,2% leurs dépenses d'activités muséologiques¹⁴ au cours de la période étudiée. Les lieux d'interprétation auraient misé sur l'amélioration de leur produit constitué d'un plus grand nombre d'activités de diffusion réalisées pour les divers publics. Les centres d'exposition augmentent également leurs dépenses d'activités muséologiques de 61,9 % alors qu'elles étaient de 0,9 M\$ en 1999-2000 et qu'elles passent à 1,5 M\$ en 2007-2008. Les dépenses d'activités muséologiques demeurent stables pour les musées au cours de la période étudiée.

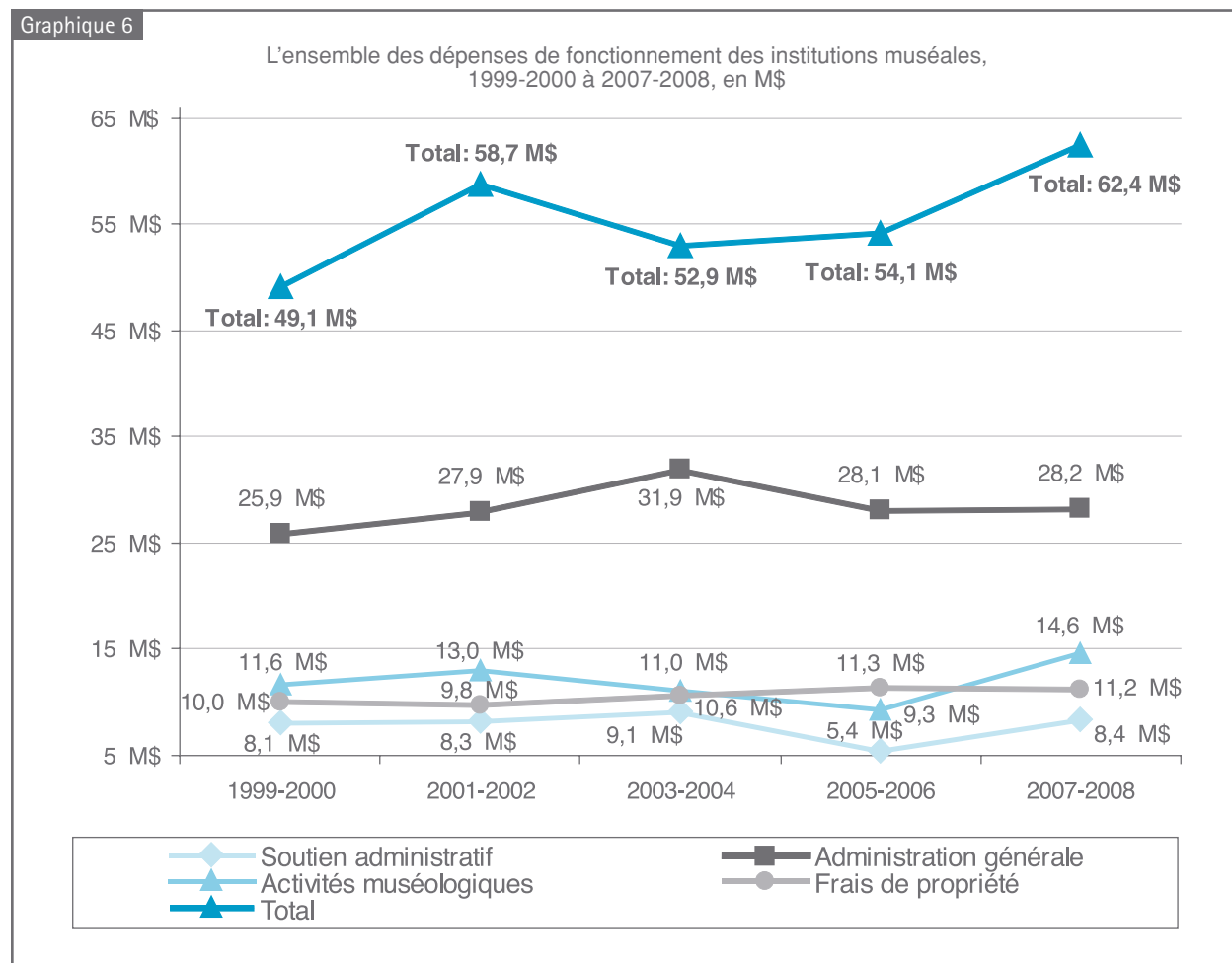
Les institutions muséales localisées dans les régions intermédiaires (248,5 %), éloignées (146,3 %) et périphériques (134,9 %) augmentent également leurs dépenses d'activités muséologiques. Des coûts de production plus élevés pour les expositions permanentes et temporaires tenues pour réaliser leur mandat

13 Les dépenses d'administration générale comprennent la rémunération, les avantages sociaux et les frais connexes tels que les frais de déplacement, de représentation, de formation et de perfectionnement du personnel et des membres du conseil d'administration. Elles comprennent également les dépenses de soutien administratif tels les frais liés à l'achat de fournitures, matériel de bureautique et informatique, au service du téléphone et de la télécopie, de la poste et messagerie, de la reprographie, aux honoraires professionnels, à la vérification, à la publicité et promotion, aux cotisations et abonnements, à la location d'équipement et de matériel, aux taxes de vente nettes, aux intérêts et frais bancaires et autres frais, telle la signalisation touristique.

14 Les dépenses d'activités muséologiques comprennent les frais liés à la conservation, à la diffusion et aux expositions, à l'éducation et à l'animation, à l'action culturelle et communautaire, à l'édition et autres activités muséologiques. Elles ne comprennent pas la rémunération du personnel chargé des activités muséologiques.

et participer au développement du tourisme culturel de ces régions pourraient être un facteur explicatif de l'augmentation des dépenses d'activités muséologiques. De leur côté, les

institutions muséales des régions centrales les diminuent de 22,3 % de 1999-2000 à 2007-2008.



La part des dépenses liées à la diffusion, à la sensibilisation et à l'éducation ainsi qu'à la conservation varie selon le type de régions et la catégorie d'institutions muséales

- En 2007-2008, les dépenses de 4,5 M\$ liées à la diffusion¹⁵ occupent le premier rang puisqu'elles représentent 31 % des dépenses d'activités muséologiques de l'ensemble des institutions muséales¹⁶.

Cependant depuis 1999-2000, les dépenses liées à la diffusion diminuent dans les musées (45,3 %) alors qu'elles augmentent dans les centres d'exposition (50,3 %).

15 Les dépenses liées à la diffusion comprennent les frais de conservation des équipements spécialisés, l'amélioration de l'exposition permanente, les expositions temporaires et itinérantes ainsi que les cachets versés aux artistes.

16 Les lieux d'interprétation sont compris dans l'ensemble des institutions muséales en 2007-2008. Par contre, pour les années antérieures, seuls les musées et les centres d'exposition sont inclus dans les données présentées.

Tableau 7 : L'évolution des dépenses d'activités muséologiques des musées et des centres d'exposition de 1999-2000 à 2007-2008

Activités muséologiques	Diffusion	Sensibilisation et éducation	Conservation
Ensemble	↓	↑	↓
Musées	↓	↑	↓
Centres d'exposition	↑	↑	↓

Tableau 8 : L'évolution des dépenses d'activités muséologiques des musées et des centres d'exposition selon le type de région administrative de 1999-2000 à 2007-2008

Activités muséologiques	Diffusion	Sensibilisation et éducation	Conservation
Ensemble	↓	↑	↓
Centrales	↓	↑	↓
Périphériques	↓	↓	↑
Intermédiaires	↓	↑	↑
Éloignées	↓	↓	↑

Les dépenses des musées et des centres d'exposition liées à la diffusion sont en baisse particulièrement dans les régions éloignées (79,4 %) et centrales (53,2 %).

Les dépenses liées à la sensibilisation et à l'éducation¹⁷ sont de 0,8 M\$ et représentent 5,3% des dépenses d'activités muséologiques de l'ensemble des institutions muséales en 2007-2008. Elles sont en décroissance dans les musées et les centres d'exposition des régions éloignées (19,5 %) et périphériques (11,7 %) depuis 1999-2000. Cependant, les musées et les centres d'exposition des régions intermédiaires et centrales augmentent respectivement

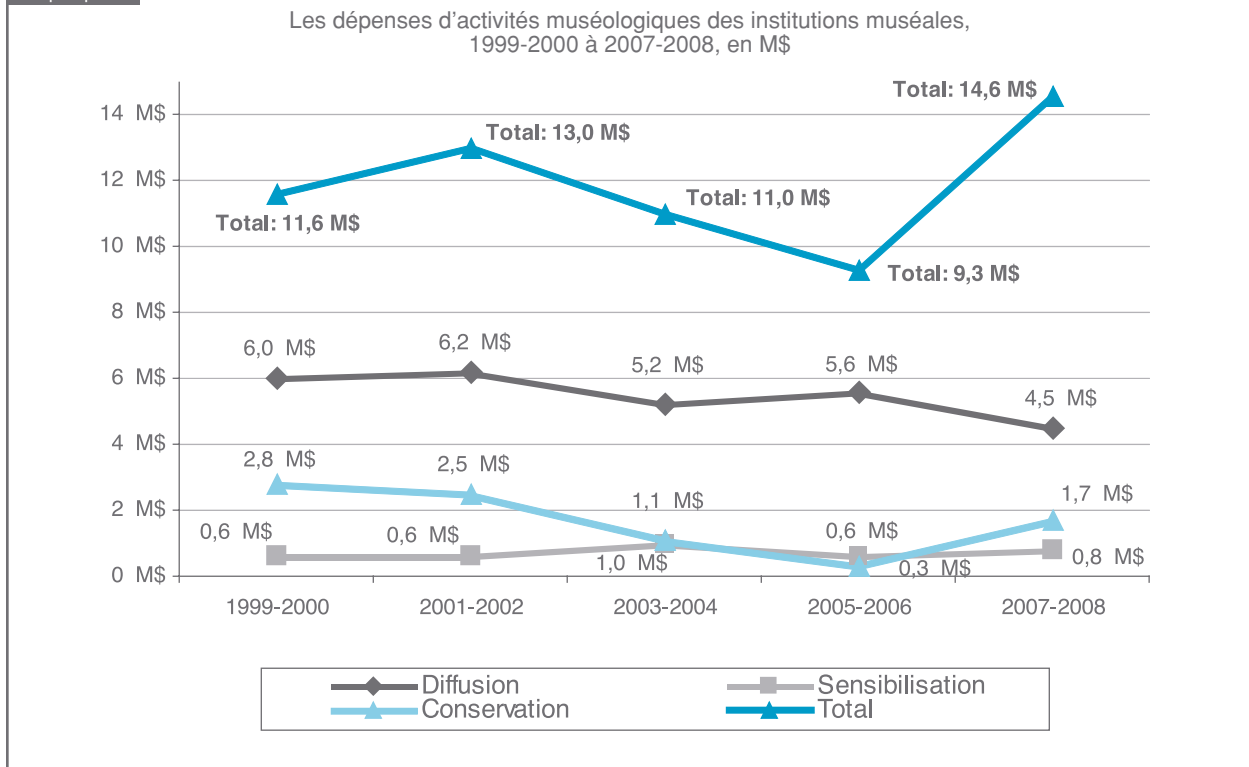
leurs dépenses liées à la sensibilisation et à l'éducation de 237,5 % et 36,1 % au cours de la période étudiée.

En 2007-2008, les dépenses liées à la conservation¹⁸ sont de 1,7 M\$ et représentent 11,4% des dépenses d'activités muséologiques de l'ensemble des institutions muséales. Elles sont en décroissance dans les musées et les centres d'exposition des régions centrales de 50% depuis 1999-2000. Cependant, les musées et les centres d'exposition des régions intermédiaires (418,3 %) et éloignées (194,8 %) les augmentent au cours de la période étudiée.

17 Les frais associés à la tenue des activités d'éducation et d'animation destinées aux divers publics que les institutions muséales veulent joindre sont considérés comme des dépenses liées à l'éducation et à l'animation. Elles ne comprennent pas la rémunération du personnel chargé de l'éducation et de l'animation.

18 Les frais associés aux acquisitions, à la restauration et à la documentation sont considérés comme des dépenses liées à la conservation. Ils ne comprennent pas la rémunération du personnel chargé de la conservation au sein de l'institution muséale.

Graphique 7



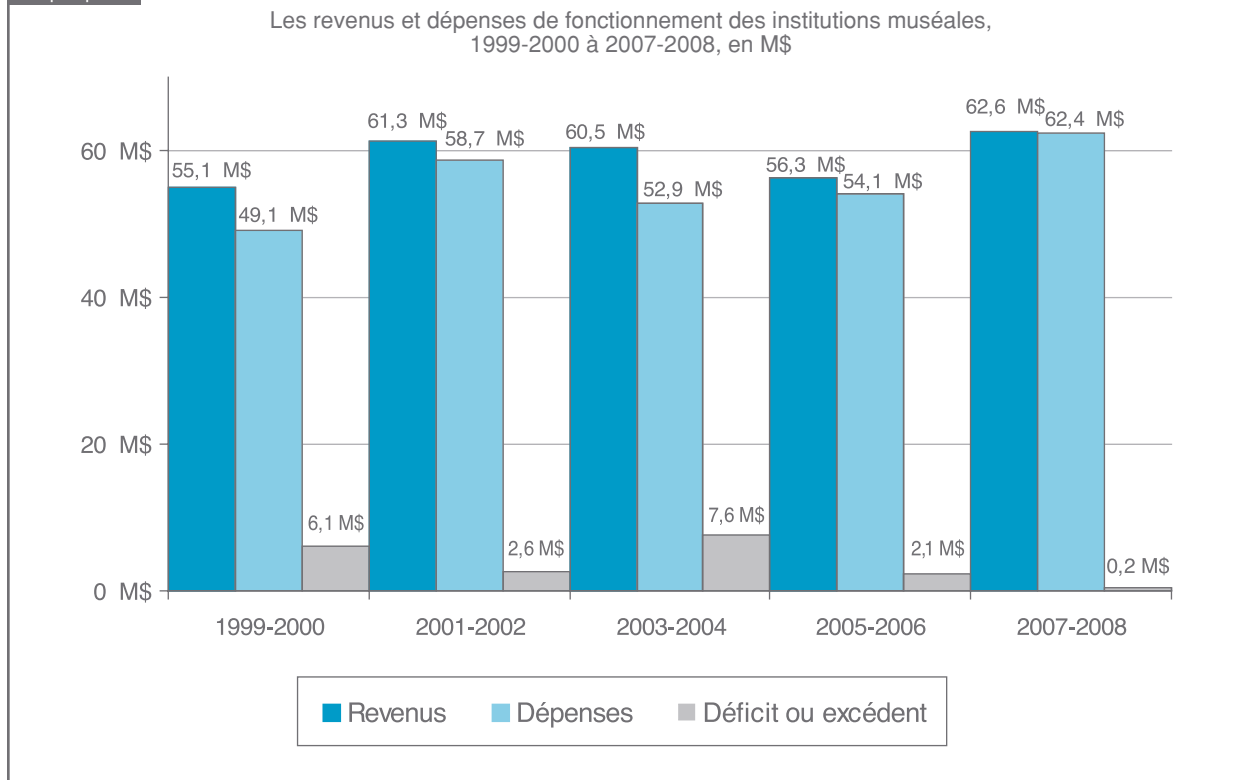
L'ensemble des institutions muséales a une situation financière saine

- L'ensemble des institutions muséales cumule des surplus de fonctionnement de 0,2 M\$ en 2007-2008 alors qu'il enregistrait un déficit de 0,4 M\$ en 1999-2000.

En 2007-2008, l'ensemble des musées enregistre un déficit d'exploitation de 86 432 \$ alors que l'ensemble des institutions muséales des

régions centrales et périphériques démontre respectivement de légers déficits d'exploitation de 206 188 \$ et de 8 229 \$. Ces déficits d'exploitation nous amènent à conclure que l'équilibre financier est atteint pour ces institutions muséales puisqu'ils équivalent à moins de 1 % de l'ensemble de leurs revenus de fonctionnement.

Graphique 8



En 2007-2008, les surplus de fonctionnement sont de 0,3 M\$ pour les lieux d'interprétation et de 0,02 M\$ pour les centres d'exposition.

Tableau 9 : L'évolution de la situation financière selon la catégorie d'institutions muséales de 1999-2000 à 2007-2008

Situation financière	Nombre d'institutions muséales	Revenus de fonctionnement	Dépenses de fonctionnement	Équilibre financier
Ensemble	↓	↑	↑	+
Musées	↑	↑	↑	-
Lieux d'interprétation	↓	↑	↑	+
Centres d'exposition	↓	↑	-	+

Seules les institutions muséales situées dans les régions centrales (0,7 %) et périphériques (0,1 %) ne génèrent pas de surplus bien

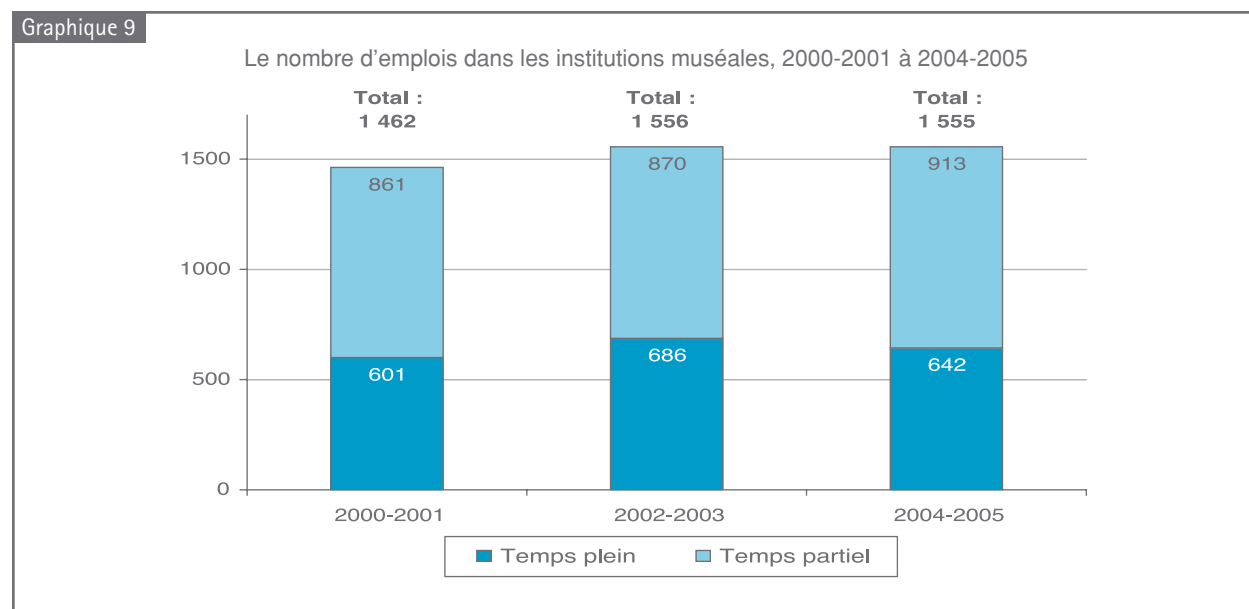
qu'elles soient en situation d'équilibre budgétaire.

Tableau 10 : L'évolution de la situation financière des institutions muséales selon le type de région administrative de 1999-2000 à 2007-2008

Situation financière	Nombre d'institutions muséales	Revenus de fonctionnement	Dépenses de fonctionnement	Équilibre financier
Ensemble	↓	↑	↑	↑
Centrales	↓	↓	↑	–
Périphériques	↑	↑	↑	–
Intermédiaires	–	↑	↑	+
Éloignées	↓	↑	↑	+

De 2000–2001 à 2004–2005, le nombre d'emplois¹⁹ progresse de 6,4% dans l'ensemble des institutions muséales pour atteindre 1 555

- Ainsi, le nombre d'emplois augmente dans les musées (20,3%) et les centres d'exposition (14,1%) alors qu'il diminue dans les lieux d'interprétation (- 9,2%).



Le nombre d'emplois à temps plein (642) est également à la hausse : seules exceptions, les musées et les institutions muséales des régions centrales. Plus de la moitié des emplois se trouvent dans les musées (831/1 555). Par

ailleurs, plus des deux tiers des emplois sont occupés dans les institutions muséales des régions centrales (39%) et des régions éloignées (27%).

¹⁹ Le nombre d'emplois représente la somme de tous les emplois dans les institutions muséales. Il peut s'agir d'emplois à temps plein, à temps partiel ou saisonniers. Le nombre d'emplois n'est pas calculé en personne équivalent à temps complet, ETC.

Tableau 11 : L'évolution de la situation du personnel rémunéré dans les institutions muséales selon le type de région administrative de 2000-2001 à 2004-2005

Personnel rémunéré	Nombre d'emplois	Moyenne du nombre d'emplois par institution muséale	Emplois temps plein	Rémunération
Ensemble	↑	13	↑	↑
Centrales	↑	20	↓	↑
Périphériques	↑	13	↑	↑
Intermédiaires	↑	10	↑	↑
Éloignées	↓	10	↑	↑

Depuis 1999-2000, la rémunération totale²⁰ croît de 7,6 % pour l'ensemble des institutions muséales. C'est dans les lieux d'interprétation qu'on enregistre la plus forte hausse (11,9 %) alors qu'elle est de 6,6 % dans les musées et de 6,3 % dans les centres d'exposition.

De 1999-2000 à 2007-2008, la rémunération totale croît dans toutes les institutions muséales des régions centrales (72,6 %), intermédiaires (50,3 %), périphériques (44,8 %) et éloignées (4,4 %).

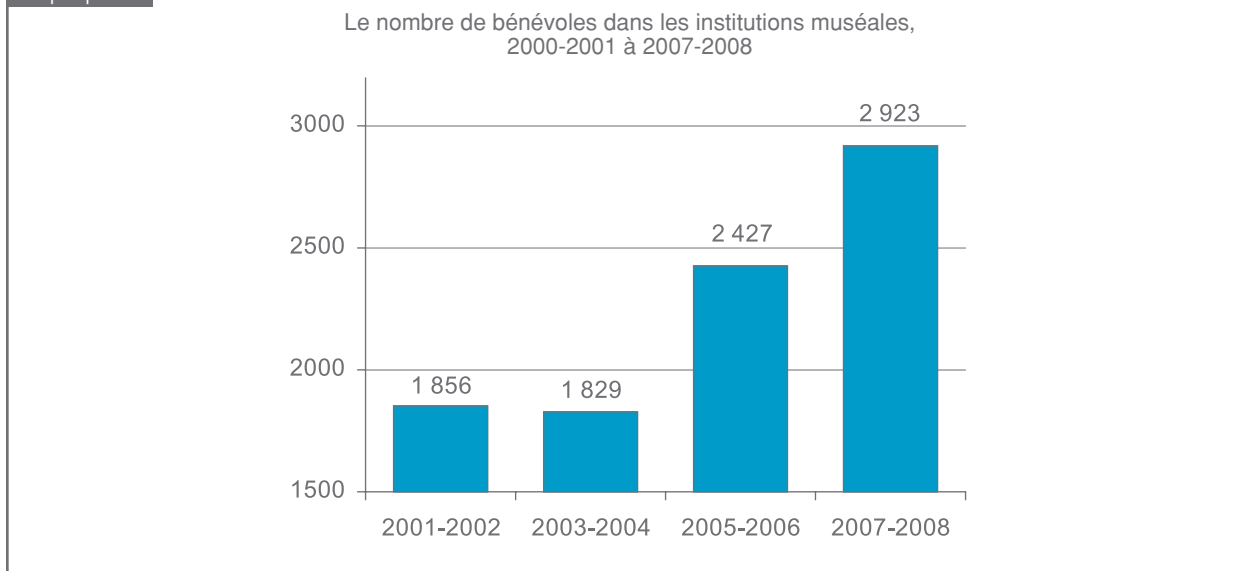
Le nombre de bénévoles dans les institutions muséales serait en hausse de 57,5 %

- L'ensemble des institutions muséales comprend 2923 personnes bénévoles en 2007-2008, soit 24 bénévoles en moyenne par institution muséale, alors que ce nombre était de 1856 en 2001-2002. Depuis 2005-2006, le nombre d'heures de bénévolat serait également en hausse de 14,4 % pour l'ensemble des institutions muséales.

En 2007-2008, les musées occupent le premier rang puisqu'ils disposent de 49 bénévoles en moyenne qui leur consacrent 41 heures par an par personne. Depuis 2001-2002, le nombre de bénévoles aurait connu une diminution de 19,5 % dans les centres d'exposition. Cependant, le nombre d'heures de bénévolat serait en hausse depuis 2005-2006 pour atteindre une moyenne de 46 heures par personne annuellement.

²⁰ La rémunération totale représente les sommes affectées aux salaires et avantages sociaux.

Graphique 10



Les institutions muséales des régions périphériques comptent 36 bénévoles en moyenne

alors que celles des régions centrales disposent de 19 bénévoles en moyenne.

Tableau 12: L'évolution du soutien bénévole aux institutions muséales selon le type de région administrative de 2000-2001 à 2007-2008

Soutien bénévole	Nombre de bénévoles	Moyenne de bénévoles par institution muséale	Moyenne d'heures par an par personne
Ensemble	↑	24	43
Centrales	↑	19	53
Périphériques	↑	36	69
Intermédiaires	↑	24	41
Éloignées	↑	23	20

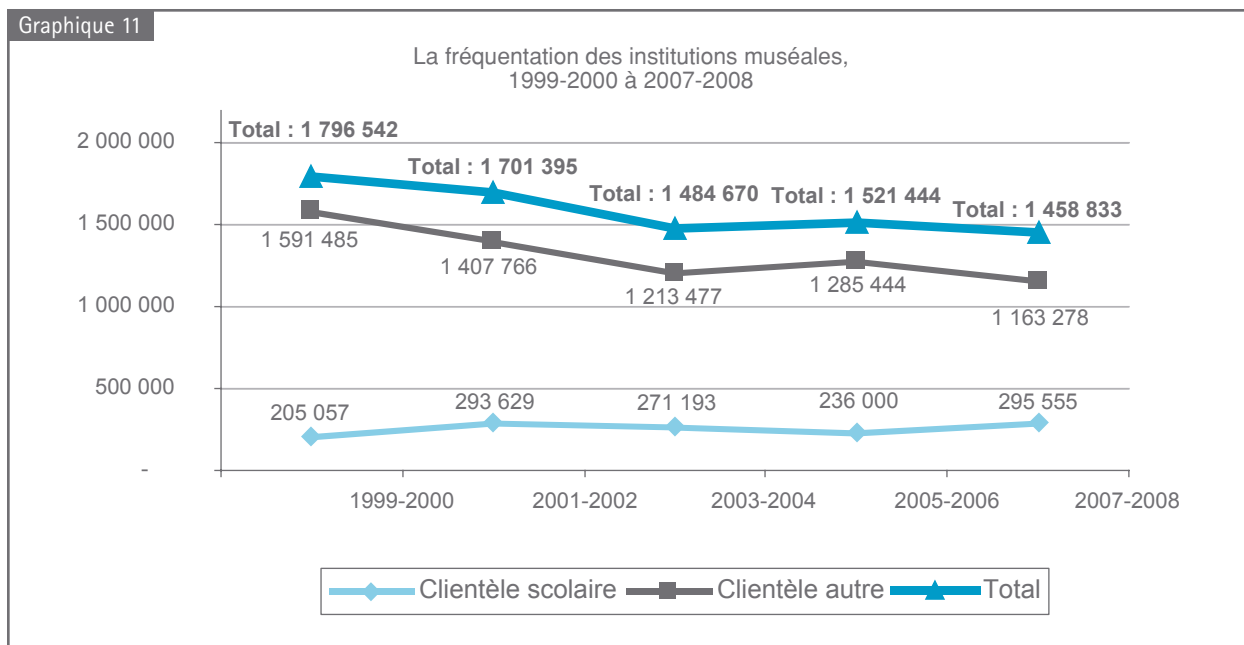
La fréquentation totale serait en baisse²¹ de 18,8 % alors que la fréquentation scolaire serait en hausse de 44,1 %

- De 1999-2000 à 2007-2008, la population locale desservie par les institutions muséales augmente de 51,8 %, passant de 2 568 710 à 3 898 286 personnes. Cette augmentation serait due notamment à la fusion de plusieurs municipalités ainsi qu'à l'urbanisation de la population sur l'ensemble du territoire québécois.

- L'augmentation de la fréquentation scolaire représente une bonne nouvelle lorsque l'on observe que les effectifs scolaires de l'enseignement primaire et secondaire des secteurs public et privé connaissent une diminution de 4,1 % pour l'ensemble du Québec au cours de la période étudiée.

²¹ La fiabilité des données sur la fréquentation n'est pas optimale. Aussi, les constats doivent être interprétés selon un ordre de grandeur et non en termes de valeur absolue.

Graphique 11



Les centres d'exposition et les lieux d'interprétation enregistrent une diminution de 40,5% et de 33,5% respectivement de leur nombre de visiteuses et visiteurs de 1999-2000 à 2007-2008. Depuis 1999-2000, les effectifs scolaires sont en décroissance alors que la fréquentation scolaire pour l'ensemble des

institutions muséales connaît une hausse de 10,8% et touche 295 555 élèves de l'enseignement primaire et secondaire des secteurs public et privé en 2007-2008. Seuls les lieux d'interprétation connaissent une baisse de la fréquentation scolaire de l'ordre de 17,8% au cours de cette période.

Tableau 13 : L'évolution de la fréquentation des institutions muséales de 1999-2000 à 2007-2008

Fréquentation	Totale	Scolaire
Ensemble	↓	↑
Musées	↑	↑
Lieux d'interprétation	↓	↓
Centres d'exposition	↓	↑

Les institutions muséales des régions éloignées, centrales et périphériques subissent une baisse de fréquentation totale de 31,9%, de 28,5% et de 7,8% respectivement. Cependant, depuis 1999-2000, seules les institutions muséales dans les régions intermédiaires connaissent

une hausse de fréquentation totale de 29,5%. La fréquentation scolaire des institutions muséales établies dans tous les types de régions administratives est en hausse au cours de la période étudiée.

Tableau 14 : L'évolution de la fréquentation des institutions muséales selon le type de région administrative de 1999-2000 à 2007-2008

Fréquentation	Totale	Population locale desservie	Scolaire	Effectifs scolaires
Ensemble	↓	↑	↑	↓
Centrales	↓	↑	↑	↑
Périphériques	↓	↑	↑	↓
Intermédiaires	↑	↑	↑	↓
Éloignées	↓	↑	↑	↓

CE QUE NOUS APPREND LE PORTRAIT STATISTIQUE

Le *Portrait statistique des institutions muséales reconnues et soutenues au fonctionnement, 1999-2000 à 2007-2008* du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine présente les principales données quantitatives relatives aux revenus et dépenses de fonctionnement ainsi que celles concernant le bénévolat et la fréquentation de ces institutions muséales. En voici les principaux constats :

- **À l'égard des revenus de fonctionnement...**

La consolidation du programme est bien réelle

De 1999-2000 à 2007-2008, le programme *Aide au fonctionnement pour les institutions muséales reconnues* concentre ses ressources financières auprès de 120 d'entre elles dans 15 régions administratives. La très grande majorité des institutions muséales atteignent l'équilibre financier au cours de la période 1999-2000 à 2007-2008. Cependant, cet équilibre financier n'aurait pu être atteint sans une augmentation des revenus publics et parapublics de même que des revenus autonomes pour l'ensemble des institutions muséales. Ainsi, l'instabilité structurelle et financière constatée en 1999-2000 semble s'être estompée, démontrant une maturité de gestion exemplaire de la part des institutions muséales concernées.

Le monde municipal accentue son soutien financier aux institutions muséales

En 2007-2008, la contribution municipale de 6,7 M\$ constitue la deuxième plus grande source de revenus publics et parapublics. Elle constitue 10,7 % de l'ensemble des revenus de fonctionnement des institutions muséales. Le soutien financier municipal est stable dans les musées alors qu'il est en hausse dans les lieux d'interprétation et les centres d'exposition. Cependant, il est en baisse dans les institutions muséales situées dans les régions centrales.

Le milieu scolaire délaisse progressivement son soutien financier aux institutions muséales alors que la fréquentation scolaire serait à la hausse

Au cours de la période étudiée, les revenus provenant du milieu scolaire sont en diminution de 64,2 %, et ce, tant dans les musées que dans les centres d'exposition. En 2007-2008, les musées et centres d'exposition des régions périphériques ne reçoivent plus d'aide financière du milieu scolaire.

L'aide privée diminue pour les musées et les centres d'exposition

En effet, les revenus de fonctionnement provenant de l'aide privée diminuent de 29,3 % pour l'ensemble des institutions muséales de 1999-2000 à 2007-2008. Par ordre décroissant, ce sont dans les musées (71,4 %) et les centres d'exposition (46,5 %) que la baisse de l'aide privée se fait sentir. Or, la participation des partenaires privés et la concertation du milieu sont des conditions nécessaires pour faire évoluer et progresser les institutions muséales québécoises. Du côté des lieux d'interprétation, on observe une hausse de l'aide privée de 36,7 % au cours de la période étudiée.

- À l'égard des dépenses de fonctionnement...

Les ressources allouées à l'administration générale et aux frais de propriété sont en hausse

De 1999-2000 à 2007-2008, elles connaissent une hausse respective de 8,8 % et 12,4 % pour l'ensemble des institutions muséales. Les frais de propriété augmentent principalement dans les régions centrales, éloignées et intermédiaires puisque les institutions muséales ont reçu 71 % des subventions accordées (29,4 M\$) pour les projets de construction et de rénovation de leurs équipements culturels au cours de la période étudiée.

Les ressources consacrées aux activités muséologiques sont en hausse

Alors qu'elles étaient en décroissance depuis 2001-2002, les dépenses effectuées pour les activités muséologiques connaissent une augmentation de 25,8 % au cours de la période

étudiée. Seuls les musées révèlent une stabilité à l'égard de ce type de dépenses. Les activités muséologiques des institutions muséales situées dans les régions centrales sont en baisse de 22,3 % de 1999-2000 à 2007-2008.

À l'exception des centres d'exposition où les dépenses liées à la diffusion connaissent une croissance de 1999-2000 à 2007-2008, les dépenses de diffusion et de conservation diminuent au cours de la période étudiée. Ce constat est préoccupant puisque la conservation est au cœur de la raison d'être de plusieurs institutions muséales. Par contre, les dépenses liées à la sensibilisation et à l'éducation sont en hausse pour l'ensemble des institutions muséales à l'exception des musées et centres d'exposition situés dans les régions périphériques et éloignées.

Les politiques d'embauche sont différentes selon la catégorie d'institutions muséales

En ce qui concerne le personnel, la précarité des emplois²² est souvent évoquée par le milieu muséal. Le bilan à cet égard doit être nuancé. En effet, il y a plus d'emplois à temps plein dans les lieux d'interprétation et les centres d'exposition alors que dans les musées, on embauche davantage de personnes contractuelles de 2000-2001 à 2004-2005.

- À l'égard des bénévoles...

L'apport des bénévoles aux institutions muséales semble prendre de l'ampleur

En effet, au cours de la période étudiée, le nombre de bénévoles aurait augmenté dans les musées et centres d'exposition et dans les quatre types de région administrative. Il y aurait plus de bénévoles qui œuvrent dans les musées

22 MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS, *Vivre autrement... la ligne du temps, Politique muséale*, Québec, 2000, p. 19.

et dans toutes les catégories d'institutions muséales des régions périphériques.

- À l'égard de la fréquentation...

La fréquentation totale serait en baisse alors que la fréquentation scolaire hausserait

De 1999-2000 à 2007-2008, la fréquentation totale serait en légère hausse dans les musées (5,8 %) ainsi que dans les institutions muséales des régions périphériques (29,5 %) alors qu'elle

semble en baisse significative dans les centres d'exposition (40,5 %) et les lieux d'interprétation (33,5 %).

Par ailleurs, au cours de la période étudiée, la fréquentation de la clientèle scolaire serait à la hausse dans les musées (98,5 %) et les centres d'exposition (45,9 %) alors qu'elle est en baisse dans les lieux d'interprétation (17,8 %). Les institutions muséales des quatre types de région administrative connaissent une hausse de leur fréquentation scolaire au cours de la période étudiée.

Le contenu du rapport

Le rapport intitulé *Portrait statistique des institutions muséales reconnues et soutenues au fonctionnement, 1999-2000 à 2007-2008* est disponible. Vous pouvez le consulter dans le site Web du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine à l'adresse suivante : www.mcccf.gouv.qc.ca.

Ce portrait statistique est composé de cinq chapitres. Le premier chapitre expose la démarche méthodologique suivie pour la production du document. Les chapitres 2, 3, 4 et 5 constituent l'essentiel du portrait statistique établi selon les principales variables retenues telles que les catégories d'institutions muséales : musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition et les types de régions administratives du Québec.

La production de ce rapport a nécessité la collaboration de plusieurs personnes. Nous remercions toutes celles qui travaillent dans les institutions muséales reconnues et soutenues pour leur fonctionnement d'avoir transmis annuellement les données quantitatives en remplissant les formulaires de demandes d'aide financière ainsi que les collègues des directions régionales d'avoir acheminé ces données à la Direction de la recherche et de l'évaluation de programmes. Un gros merci à Michel Pelletier pour la production des graphiques permettant d'illustrer les données recueillies.

L'étendue et les limites du rapport

La population étudiée est composée des institutions muséales soutenues financièrement par le programme *Aide au fonctionnement pour les institutions muséales reconnues* (PAFIM) du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF). Cela exclut les quatre musées régis par une loi québécoise²³ (Musée national des beaux-arts du Québec, Musée d'art contemporain de Montréal, Musée de la civilisation et Musée des beaux-arts de Montréal) ainsi que les institutions muséales du gouvernement fédéral. Les données couvrent la période des exercices financiers de 1999-2000 à 2007-2008 inclusivement. Les données proviennent des formulaires de demandes d'aide financière adressées annuellement aux directions régionales du MCCCF par les institutions muséales. Ces données ont fait l'objet d'une validation et d'une compilation de la part de madame Suzanne Dumas, économiste, dont les résultats ont été transmis à l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ) au fil des ans.

Toutefois, la fiabilité des données sur le bénévolat, les frais de propriété et la fréquentation fournies par les institutions muséales reconnues et soutenues par le MCCCF n'est pas optimale. Ainsi, les constats dégagés sur ces données doivent être interprétés selon un ordre de grandeur et non en termes de valeur absolue. Une certaine prudence s'impose.

23 ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC, *Loi sur les musées nationaux*, L.R.Q., c. M-44, [En ligne], dans [<http://www.iiijcan.org/legis/loi/m-44/22262227/tout.html>], (17 novembre 2006) et *Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal*, L.R.Q., c. M-42, [En ligne] dans [http://www2.publications.du.quebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/m_42/M42.htm].

Cette publication est une réalisation
de la Direction de la recherche et de l'évaluation de programmes
du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
225, Grande Allée Est, bloc C, 2^e étage
Québec (Québec) G1R 5G5
Téléphone : 418 380-2362, poste 6362 – Télécopieur : 418 380-2345

Rédaction : Johanne Jutras
Graphiques : Michel Pelletier
Édition du document : Service d'infographie Denis Gendron
Révision linguistique : France Galarneau et Joëlle Chauveau
Supervision : Jacques Laflamme, directeur

ISSN 1920-1680 (PDF)
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2010
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2010
© Gouvernement du Québec

La version PDF de ce document est déposée dans le site Web du ministère de la Culture, des
Communications et de la Condition féminine à l'adresse suivante : www.mcccf.gouv.qc.ca.

